

sommaire

Introduction11

De l'Algérie d'hier...

1. « L'Algérie a toujours vécu sous domination étrangère. » 19
2. « L'Algérie n'a jamais engendré de grands hommes. » ..27
3. « L'Algérie de 1830 était en friche ;
les Français l'ont mise en valeur. »45
4. « Les Algériens ont toujours milité pour l'indépendance. » 53
5. « Les harkis ont fait le mauvais choix. »63
6. « Les Pieds-noirs étaient des nantis. »71
7. « Les juifs algériens sont des Pieds-noirs. »81

... à l'Algérie d'aujourd'hui

8. « L'Algérie, est un pays arabe. »91
9. « L'Algérie tourne le dos à la francophonie. »97
10. « L'Algérie est une terre de violences. »107
11. « L'Algérie a longtemps sombré dans un régime
de type soviétique. »117
12. « C'est le FLN qui dirige l'Algérie depuis 1962. » ...125
13. « L'Algérie est une dictature militaire. »135
14. « L'armée manipule les insurgés islamistes. »147
15. « Il n'y a pas de presse libre en Algérie. »155
16. « Le Printemps arabe n'a pas touché l'Algérie. »169
17. « Cinquante ans après, à quoi bon remuer le passé ? » 177

Conclusion185

Annexes (sigles, glossaire, bibliographie)189

« Le Printemps arabe n'a pas touché l'Algérie. »

*Les législatives confirment l'Algérie comme exception
du printemps arabe.*

Titre de l'hebdomadaire français
Le Point, daté du 12 mai 2012

L'information tombe un soir de décembre 2010 : un jeune marchand de légumes, Mohamed Bouazizi, s'est immolé par le feu dans la petite localité tunisienne de Sidi Bouzid. Qui peut alors imaginer que, de ce geste désespéré, va naître un séisme politique d'une rare ampleur, qui va balayer d'abord le régime « cleptocrate » du président tunisien Zine el-Abidine Ben Ali et qui suscitera ensuite, par ricochet, la destitution du président égyptien Hosni Moubarak, l'embrasement du Yémen, de Bahreïn, de la Lybie, de la Syrie, sans épargner bien sûr les plus proches voisins des Tunisiens : le Maroc et l'Algérie ?

On ne s'étendra pas trop, ici, sur ce que la presse mondiale nommera très vite le « Printemps arabe », se référant au « Printemps des peuples » qui avait, en 1848, par le même type de « révolution par contagion », tenté de renverser en Europe tant de structures politiques vermoulues. Nous nous contenterons de souligner ce qui nous apparaît comme fondamental dans ce mouvement de fond, ce qui permettra de replacer la situation de l'Algérie dans ce contexte.

Le « Printemps arabe », c'est d'abord la démonstration que la **dignité des hommes et la liberté des peuples** ne sont pas des valeurs « occidentales », comme tant de dirigeants ou d'intellectuels le répétaient à l'envi, mais qu'il s'agit bien d'**aspirations universelles** : après la chute des dernières dictatures de l'Europe de l'Ouest dans les années 70 (le Portugal, la Grèce, l'Espagne), après le mouvement irrésistible qui chassa les tyrans sud-américains dans les années 1983 à 1990, après cet autre séisme de 1989 qui entraîna la dislocation de l'empire soviétique, le tour du monde arabe arrive enfin, en attendant que d'autres peuples, en Russie, en Chine, en Afrique et ailleurs, arrachent à leur tour leur dignité et leur liberté.

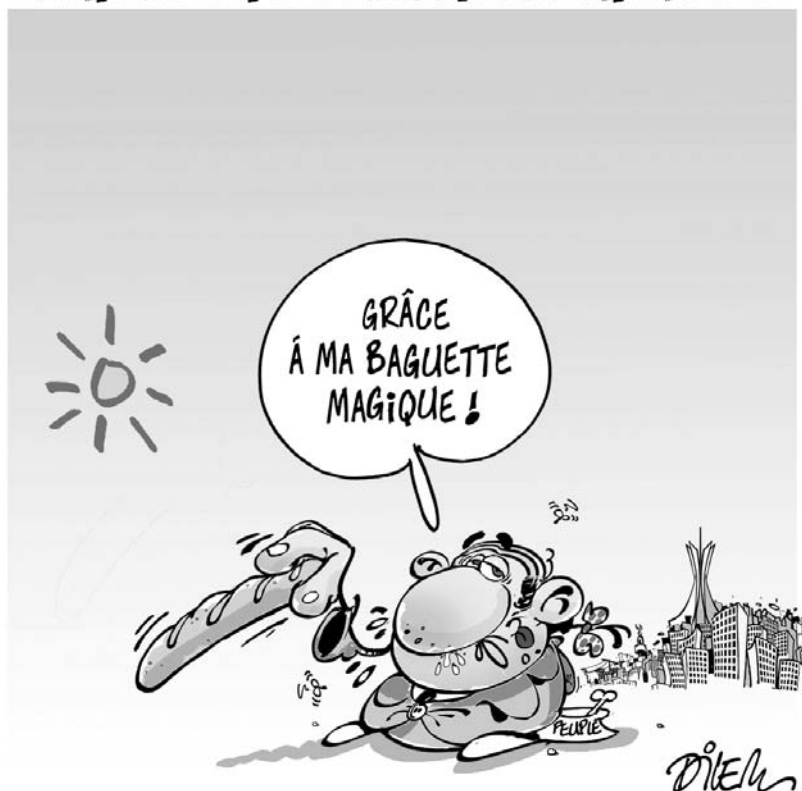
Le second effet de ces révolutions arabes est aussi une **cinglante et réconfortante réfutation** d'autres thèses, elles aussi tellement répandues et selon lesquelles, la **prétendue inaptitude des peuples arabes à la démocratie** était un « fait culturel » qu'il fallait bien sûr « respecter ». Entre paresse intellectuelle et véritable racisme néo-colonial, ces pseudo-analyses permettaient en outre de s'accommoder des dictateurs et même de les soutenir puisque leurs méthodes musclées étaient seules à même, jugeait-on, de juguler l'hydre islamiste ! À noter d'ailleurs qu'à l'issue des premières élections libres organisées en Tunisie, au Maroc ou en Égypte, par exemple, ces « analyses » reflorissent pour démontrer qu'en fait, « les Arabes sont bien, comme on le disait, condamnés à la dictature, qu'elle soit féodale, militaire ou religieuse ». Là aussi, les études approfondies menées sur ces **victoires des islamistes** montrent d'abord leur « **normalité** » : ayant su construire des forces politiques organisées, regroupant de nombreux militants sur l'ensemble

du territoire national, pleinement investis dans l'action sociale abandonnée par l'État, auréolés du titre de « partis-martyrs », les islamistes n'avaient face à eux que des forces « modernistes » sans véritable implantation populaire et encore incapables de s'unir pour susciter l'adhésion. Mais ces études montrent aussi la **relativité de ces victoires** des partis islamistes, entrés à reculons dans les révolutions arabes, se livrant à de nombreux compromis avec le noyau dur de l'État autoritaire, ne pouvant se prévaloir que de succès électoraux relatifs (forts taux d'abstention, nécessité de nouer des coalitions, fonte spectaculaire – comme en Égypte – des suffrages obtenus entre deux élections... quand ce n'est pas leur échec « surprise » comme en Lybie) et dont les modes de gouvernement commencent à susciter interrogations et exaspérations. L'Histoire comme l'actualité (y compris dans notre vieille Europe) nous enseignent les difficultés et les fragilités permanentes des régimes démocratiques. Les nouvelles démocraties arabes en font à leur tour la rude expérience et ce constat ne légitime en aucun cas la condescendance qui se manifeste à nouveau de-ci de-là.

Cette toile de fond ainsi brossée à grands traits, qu'en est-il donc de l'Algérie, que trop de commentateurs considèrent aujourd'hui comme ayant « échappé au Printemps arabe », ce qui les conduit à parler d'une « exception algérienne » ?

Les faits sont là, bien sûr. Après quelques émeutes spectaculaires durant l'hiver 2011, la « contagion tunisienne » a fait long feu. Un bras de fer s'est pourtant engagé à Alger durant quelques semaines avec des mouvements de droits de l'Homme et quelques partis politiques d'opposition, mais il

L'ALGÉRIE N'A PAS ÉTÉ TOUCHÉE PAR LES RÉVOLUTIONS ARABES



a été rapidement étouffé par le pouvoir algérien. Celui-ci a alors mis en œuvre une gestion très habile des tentatives de soulèvement : « encadrement » massif du moindre rassemblement par un déploiement disproportionné des forces de l'ordre et, surtout, soin apporté à ce que le sang ne coule pas (la leçon d'octobre 1988, comme celle tirée des répressions suicidaires de Ben Ali et Moubarak ont porté leurs fruits !). Puis une gestion non moins habile – du moins à court terme ! – des revendications salariales alors portées par nombre de corporations : l'énorme matelas de ressources financières engendré par la rente pétrolière a alors été redistribué très généreusement. De nombreux économistes algériens soulignent pourtant, à l'envi, combien cette politique est grosse de dangers pour la stabilité financière, économique et sociale du pays. Mais le résultat est là : malgré les « jacqueries » quotidiennes qui continuent à secouer chaque jour le pays, aucun mouvement global de contestation n'a pu émerger durablement. Adoptant la même stratégie que l'éternel concurrent marocain, le régime algérien a ensuite préféré « conduire le mouvement plutôt que le subir », répondant à l'avance aux principales revendications politiques par une boulimie de réformes, instaurées dans les domaines de la vie associative, de la gestion des collectivités locales, dans la reconnaissance de nouveaux partis politiques et dans une énième réforme de la Constitution.

Couronnement de l'édifice : les élections législatives (et constituantes) du 10 mai 2012. On sait que le taux d'abstention y est resté très élevé, malgré des chiffres officiels contradictoires, montrant à nouveau la profonde désaffection des électeurs envers l'ensemble de la classe politique. Mais le fait

le plus spectaculaire, qui a surpris tous les observateurs, reste l'**écrasante victoire du FLN**. Un FLN pourtant bien mal en point au niveau de sa direction mais qui reste, comme toujours, la seule véritable force politique organisée sur l'ensemble du territoire. Mais ce score, qui ne peut bien sûr qu'étonner en première analyse, peut aussi s'expliquer par d'autres facteurs : 1) le FLN reste toujours une machinerie puissante et bien huilée, bénéficiant d'une complicité permanente de l'administration d'État ; 2) les compromissions des islamistes « légaux » associés au pouvoir depuis 1999 ; 3) l'inexistence endémique de toute force d'opposition démocratique ; 4) et surtout la **volonté farouche d'une majorité d'Algériens de ne pas revivre la décennie sanglante des années 1992-2000**.

Ce dernier facteur, il faut le souligner, continue en effet à peser très lourd ! Le terrorisme des Groupes islamistes armés (souvent associés au grand banditisme, comme en témoigne le développement des enlèvements contre rançons) a pu sembler un moment en voie d'extinction à la suite de la lutte sans merci menée par les forces armées de 1992 à 1997, puis de la politique (contestée) de réconciliation nationale entamée par le général Zéroual puis amplifiée à partir de 1999-2000 par l'actuel président Bouteflika (voir chap. 14). Il n'en reste pas moins que des maquis subsistent (en particulier dans les montagnes de Kabylie), que des attentats souvent spectaculaires continuent d'être perpétrés (attaque du Palais du gouvernement en avril 2007, attentats contre l'École militaire interarmes de Cherchell en août 2011, etc.). La « menace islamiste » reste donc bien présente dans les esprits, même si les médias du monde entier mettent

aujourd'hui l'accent sur son « déplacement » dans le Grand Sud algérien, dans cette zone immense du Sahel arabo-africain où les bandes d'AQMI (Al Qaida au Maghreb islamique), originaires d'Algérie, rivalisent d'ardeur avec d'autres mouvements terroristes touaregs « autonomes » ou issus des troupes mercenaires recrutées et puissamment armées par Kadhafi, voire des combattants venus du Nigéria anglophone !

Alors, peut-on parler d'une « exception algérienne » dans le vaste mouvement du Printemps arabe ? Sûrement oui, si l'on retient l'absence d'une contestation générale identique à celles qui ont frappé d'autres pays arabes et qui ont, d'une manière ou d'une autre, entièrement balayé (Tunisie, Lybie) ou sérieusement mis à mal (Égypte, Yémen) quelques régimes autoritaires du monde arabe (on n'évoquera pas ici la sanglante répression qui a noyé dans le sang les révoltes de Bahreïn, ou la dramatique situation de la Syrie, à l'issue toujours incertaine au moment où ces lignes sont écrites).

L'Algérie n'en a pas moins été touchée, dans ses profondeurs, par les mêmes revendications de dignité et de liberté qui ont marqué la région depuis décembre 2010. Mais, quand on leur parle des révolutions arabes, les Algériens se souviennent aussi qu'ils ont été les premiers en la matière avec l'insurrection de 1988 et les espoirs immenses alors suscités par cette spectaculaire explosion démocratique : 24 ans après, alors que la terrible guerre civile de 1992-1999 n'en finit pas de hanter les esprits, avec son cortège de morts et d'exilés, ce qui reste des acquis des années 88-92 semble bien mince : le pluripartisme est aujourd'hui en lambeaux et seule la liberté de la presse a réussi à survivre, faisant toujours,

quelque part, la fierté du pays. Mais surtout, malgré la prospérité globale due à une rente pétrolière toujours fragile, malgré le développement spectaculaire des infrastructures, les Algériens restent profondément insatisfaits, face à un système de santé et un système éducatif qui se dégradent, face à une situation du logement qui ne s'améliore que trop lentement et face à la grande faiblesse d'un tissu économique, seul à même de créer des emplois et qui reste désespérément entravé dans son développement par l'absence de véritables réformes des systèmes administratif, judiciaire et bancaire.